

**ÉTAT D'ISRAËL, ÉTAT TERRORISTE, IMPÉRIALISTES COMPLICES.
GAZA, LIBAN : SOLIDARITÉ INTERNATIONALE !**

RÉVOLUTIONNAIRES

19 • 26 SEPTEMBRE 2024 • 2€ • LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES,
COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



**POUR L'AUGMENTATION
DES SALAIRES**

CONTRE LES LICENCIEMENTS

**Tous en grève et dans la rue
le 1^{er} octobre
et après**

ÉDITORIAL

**Beaucoup de bruit
à Matignon...
mais l'inspiration
est en Martinique !**

C'est le nouvel épisode du feuilleton de l'été : Michel Barnier a annoncé son gouvernement. Mais les bonnes séries durent au moins quelques saisons avant de s'essouffler : celle-ci n'a pas trois mois qu'elle sent un peu le réchauffé. Connaître enfin la composition du gouvernement Barnier n'était vraiment pas la plus grande préoccupation des millions de travailleurs et travailleuses qui ne peuvent pas boucler les fins de mois, se faire soigner, envoyer leurs enfants dans des écoles de qualité, ou qui sont menacés de licenciement. En tout cas, il sent l'argent et la naphthaline.

RACISME, SEXISME, HOMOPHOBIE... ET GRANDE BOURGEOISIE

Les ministres et autres secrétaires d'État sont pour beaucoup d'anciennes figures de la Manif pour tous, dans laquelle la droite et l'extrême droite s'élevaient contre les droits des couples homosexuels et qui se sont opposés plus récemment à l'inscription du droit à l'avortement dans la Constitution.

Entre ça et la proportion de très haut cadres passés par diverses entreprises du CAC 40, ce gouvernement de vieux réacs, c'est d'abord celui des grands bourgeois, à l'image de la ministre de l'Éducation nationale, la macroniste Anne Genetet, députée des Français de l'étranger, dont un sujet de prédilection est celui... des relations entre les « expatriés » et leur personnel de maison !

SUITE PAGE 2 >>

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES



SITE WEB : npa-revolutionnaires.org

INSTAGRAM | X (TWITTER)

FACEBOOK : @npa_revo

YOUTUBE : @npa.revolutionnaires

POLITIQUE	p. 1-2-3	INTERNATIONAL	p. 4-5	DOSSIER	p. 6-7	PREMIÈRES LIGNES	p. 8-9	FÊTE DE L'HUMA	p. 10	NPA JEUNES	p. 12
Éditorial : Beaucoup de bruit à Matignon... mais l'inspiration est en Martinique !	Faire grève le 1 ^{er} octobre, oui, remettre son sort dans les mains des directions syndicales, non !	Un an de génocide contre le peuple palestinien Après Gaza et la Cisjorda- nie, Netanyahu étend sa guerre au Liban	Inde : après la mobilisa- tion massive contre le viol et le meurtre d'une médecin, une vague de révolte déferle sur la société indienne	NOUVELLE VAGUE DE LICENCIEMENTS CHEZ LES CONSTRUCTEURS AUTOMOBILES Chez Volkswagen, un crépuscule de la « cogestion » ? À Bruxelles, les salariés d'Audi en lutte contre la fermeture de leur usine	Propos de militants d'entreprise : le calme avant la tempête ? Racisme à la ville de Paris : aucune sanction contre Bruno et Ibrahim	Gare Saint-Lazare : attention au départ ! Une rentrée sous le signe de la lutte dans le social ! L'autoroute A69 et la destruction de la nature : flics, petits fachos et profits patronaux à la manœuvre		Le NPA-Révolution- naires à la Fête de l'Humanité Ruffin-Mélenchon : les urnes en entier, pas à moitié		Toutes et tous dans la rue le 28 septembre pour défendre le droit à l'avortement ! 13 800 élèves sans affectation, deux semaines après la rentrée	
Les subventions aux patrons : l'éléphant au milieu du budget ! Au RN : priorité nationale et préférence patronale	En Martinique, « l'armée du ruban rouge » en lutte contre la vie chère 171 ans de colonisation de la Kanaky : ça suffit !	Boeing : on strike ! Sommet des 75 ans de l'Otan : malgré les divisions, la poursuite de la militarisation du monde		Chez les donneurs d'ordre, c'est Ford qui ouvre (encore) le bal ! Des objectifs contre les licenciements jusqu'au rapport de force pour les imposer Interview : Les Valeo montent à Paris contre la fermeture de leurs sites !	Contre les licenciements dans la chimie, les Vencorex s'organisent			CULTURE Film - Les Graines du figuier sauvage, Mohammad Rasoulof Livre - Les Ogres, Victor Castanet Reportage - Le point de vue de Cash Investigation sur l'affaire McKinsey, « Une firme au cœur du pouvoir »	p. 11	Un week-end de formation pour le NPA Jeunes Révolu- tionnaires à Paris, les 19 et 20 octobre, venez nombreux !	

>>> SUITE DE L'ÉDITORIAL

UN GOUVERNEMENT
MACRON-BARNIER-LE PEN

Nous savons à quoi nous en tenir de la part de ce gouvernement qui aura besoin à l'Assemblée des voix des groupes macronistes et du Rassemblement national : Barnier ou Retailleau, nouveau ministre de l'Intérieur, sont alignés sur le programme du RN concernant les politiques anti-immigrés et le tour de vis autoritaire. Une surenchère raciste pour draguer Le Pen et diviser les travailleurs, en appelant les préfets à chasser les étrangers, jusqu'au rétablissement des dispositions de la loi Immigration censurées par le Conseil constitutionnel l'an dernier... Ils veulent poursuivre l'offensive sociale sur fond d'austérité budgétaire et de maintien du gel des salaires, et se préparent à « rétablir l'ordre » face à ceux qui contesteront.

Bruno Retailleau qui vantait il y a peu les « belles heures de la colonisation » a le bon profil pour prendre le relais de Darmanin dans l'infâme répression contre les révoltes qui ont lieu en Kanaky-Nouvelle-Calédonie et aujourd'hui en Martinique.

L'INTENSE MOBILISATION DES CLASSES
POPULAIRES EN MARTINIQUE

Car depuis le début du mois, des milliers de personnes participent à des manifestations et actions de blocage en Martinique, pour protester contre la vie chère : les produits de consommation courante, presque tous importés de métropole, coûtent au moins 40 % plus cher qu'ici. Tout cela pour gaver quelques capitalistes, notamment des descendants de propriétaires d'esclaves, les békés, qui ont toujours la main sur les plantations, les entreprises d'importation et la grande distribution.

La réponse de l'État français est toujours la même : calomnie et répression, avec l'envoi de renforts policiers – comme la CRS 8 qui avait déjà sévi à Mayotte et dans les quartiers populaires de l'Hexagone après le meurtre du jeune Nahel par la police –, la mise en place d'un couvre-feu et l'interdiction des manifestations.

Mais avant les grèves et les manifestations, la situation n'avait pas l'air de préoccuper les autorités !

Les travailleurs martiniquais se révoltent parce qu'ils n'y arrivent plus, pendant que quelques gros se gavent sur leur dos. Lors de la grève générale de 2009, en Martinique et surtout en Guadeloupe, ils avaient imposé pendant des mois leur propre contrôle sur les prix dans les supermarchés et à la pompe. Et c'est bien ce qui inquiète les capitalistes et leurs serviteurs, qui savent que seules nos grèves et nos mobilisations permettront de leur disputer le contrôle sur les prix, la production, et sur toute la société.

D'ores et déjà, la journée de grève interprofessionnelle appelée par les syndicats le 1^{er} octobre, pour les retraites, les salaires et les services publics doit nous donner l'occasion de marquer le coup face à ce gouvernement.

Au-delà de cette journée, il nous faudrait sans doute emboîter le pas des travailleurs martiniquais !

• 24/09/2024

LES SUBVENTIONS AUX PATRONS :
L'ÉLÉPHANT AU MILIEU DU BUDGET !

Éric Coquerel et Charles de Courson, respectivement président et rapporteur de la commission des Finances de l'Assemblée nationale, ont fini par obtenir, sinon les lettres-plafonds envoyées par Gabriel Attal aux ex-ministres, du moins des documents. Après une course-poursuite dérisoire qui les a vu se faire éconduire par un quelconque sous-fifre de Matignon, ni Barnier ni son chef de cabinet ne se donnant la peine de les recevoir. Et maintenant ? Qu'ont-ils appris qu'on ne savait déjà ? Que les ministres, anciens ou nouveaux, expliquent que « la situation est grave » ? Que, de Macron-Attal à Macron-Barnier, on se fiche de l'Assemblée comme d'une guigne ?

Les anciens ministres, aidés de la Cour des comptes, ont mis en lumière la dette de la France et des déficits budgétaires qui « dérapent ». Cela permettra aux nouveaux ministres de se succéder en annonçant : « c'est pas ma faute, c'est celle de l'autre ! » « Il y aura des choix forts à assumer », a tout de suite clamé le nouveau gardien des cordons de la bourse, Laurent Saint-Martin. En bon porte-voix des vrais patrons des ministères, ces hauts fonctionnaires qui, eux, ne sont pas touchés par les remaniements ministériels, ou si peu. Comme ceux que *Le Monde* a nommés la « bande des quatre » – Emmanuel Moulin, Bertrand Dumont et Jérôme Fournel, tous trois proches du quatrième larron, le secrétaire général de l'Élysée, Alexis Kohler. Fournel, par exemple, est passé de chef de cabinet de Bruno Le Maire à chef de cabinet de Barnier. On prend vraiment les mêmes et on continue !

À en croire les ministres, anciens et nouveaux, il faudrait trouver tout de suite vingt milliards pour amorcer la décrue des déficits budgétaires : quinze sur le budget de l'État, cinq sur celui de la Sécu. Ce qui, pour eux, nécessite de continuer à couper dans un système de santé exsangue, une éducation nationale déjà « dégraissée » jusqu'à l'os... Et Barnier de s'en prendre aux prétendus « fraudeurs », notamment les étrangers sans-papiers, auxquels Retailleau veut supprimer l'aide médicale d'État qui leur permet d'accéder à des soins de base.

C'est que toucher aux multiples exonérations octroyées aux entreprises ne les effleure même pas. Le numéro de septembre 2024 d'*Alternatives économiques* parle pourtant de... 80 milliards, loin devant les 65 milliards de l'Éducation ou même les 53 milliards du service de la dette. Et on ne parle là

que des exonérations, pas des subventions directes, qui donc s'ajoutent !

Quelques exemples. Aujourd'hui, les patrons sont exonérés en tout ou partie de leur part de cotisations sociales pour des salaires allant jusqu'à 1,6 fois le Smic – pour le Smic, l'exonération est totale. Cela a représenté 39,5 milliards en 2023 (contre 30,3 en 2021 et 35,9 en 2022), certainement autour de 45 milliards en 2024 et plus d'une cinquantaine en 2025, l'année du budget en préparation. Or, la loi Veil de 1994 oblige l'État à payer ces montants à la Sécu à la place des patrons exonérés. Vous cherchiez 15 milliards, regardez donc au bon endroit !

Et pour la Sécu ? L'État est donc obligé de compenser la plupart des exonérations qu'il décide. La plupart, mais pas toutes ! Or, ces exonérations ont coûté à la Sécu 18 milliards d'euros de recettes en moins en 2022... En gros, le montant du déficit.

Le bon sens voudrait donc que l'État aille chercher dans ces « niches » de quoi combler les trous... Mais ce serait oublier que les affaires de l'État n'ont rien à voir avec le « bon sens » : l'État est un gigantesque aspirateur à fric qui puise dans les poches des classes populaires ce qu'il déverse dans celles de la bourgeoisie. Les travailleurs ne possèdent peut-être pas grand-chose, mais on leur offre... la dette ! Les lignes que Marx a écrites au milieu du XIX^e siècle n'ont pas pris une seule ride : « La seule partie de la soi-disant richesse nationale qui soit effectivement détenue globalement par les peuples modernes est... leur dette publique ».

PAR JEAN-JACQUES FRANQUIER • 24/09/2024

AU RN : PRIORITÉ
NATIONALE ET
PRÉFÉRENCE PATRONALE

Le programme « économique » du RN était prêt depuis longtemps, mais Le Pen et Bardella l'avaient mis de côté pendant les élections de juin dernier pour ne pas écorner leur (fausse) image d'opposants à Macron. Il a finalement été publié à la rentrée, car dans ce contexte de crise politique, le RN veut convaincre le patronat qu'il est prêt à gérer ses affaires, comme les autres partis avant lui. D'ailleurs, sur ce terrain (et bien d'autres), difficile de distinguer la politique de Le Pen de celle de Macron.

Inspirée par le milliardaire conservateur Pierre-Édouard Stérin, c'est une liste de cadeaux aux entreprises et aux riches,

qui va encore plus loin que la ligne « *probusiness* » de Bruno Le Maire : nouvelle baisse des impôts de production et suppression des principales taxes payées par les patrons, maintien des subventions aux grandes entreprises via le crédit impôt recherche, réduction des normes environnementales, niches fiscales pour les plus riches et exonérations de cotisations patronales (prétendument pour augmenter les salaires)... Les quelques mesures « sociales » du RN (comme la baisse de la TVA sur certains produits) n'y figurent même pas.

Un programme anti-ouvrier, avec la touche raciste du RN : la « priorité nationale » sur les emplois et les logements. Pour Le Pen, l'immigration doit être conditionnée aux besoins des entreprises – ce qui existe en partie, puisque l'accès au marché du travail est déjà restreint pour les étrangers. Derrière ce slogan xénophobe, c'est une tentative de division des travailleurs, au bénéfice des patrons. Comme tout le reste.

PAR H. W. • 24/09/2024

Faire grève le 1^{er} octobre, oui, remettre son sort dans les mains des directions syndicales, non !

Il est important que la journée de grève et de manifestations du 1^{er} octobre soit la plus massive possible, au moment où le gouvernement Barnier s'apprête à défendre allègrement les intérêts du Medef tout en faisant les yeux doux à l'extrême droite. Après plusieurs mois de jonction complète avec le Nouveau Front populaire, à qui elles avaient délégué le rôle de « rempart face à l'extrême droite » et ayant ainsi contribué à la mise en place du « front républicain » qui a permis à Macron de nommer Barnier avec l'aval de Le Pen et de Bardella, certaines des directions syndicales (la CGT, la FSU et Solidaires, rejointes par des syndicats étudiants), appellent

à la grève le 1^{er} octobre. Enfin, a-t-on eu envie de dire. C'est en effet le premier appel intersyndical interprofessionnel depuis celui du 13 octobre 2023 ! Ni la CFDT, ni l'Unsa, ni FO n'ont jugé bon d'en faire autant. Marylise Léon, la secrétaire confédérale de la CFDT, en réagissant sur France Inter à la nomination de Barnier le 8 septembre dernier, indiquait que « la politique ne pourra pas se faire seul, c'est-à-dire qu'il faut pouvoir compter sur les acteurs sociaux et la CFDT sera au rendez-vous »... mais aussi que si « la question numéro un, c'est le pouvoir d'achat, c'est dans les entreprises que ça se joue » et non pas « dans la rue ». Quant à la question de la réforme des

retraites de 2023, elle est pour sa suspension « le temps de discussions »... avec la volonté de resserrer une des vieilles marottes de la CDFT, la « retraite à points », sur laquelle Macron avait dû lâcher en 2020. Bref, avec Marylise Léon, peu importe le flacon pourvu qu'on ait l'ivresse du « dialogue social », et tant pis si c'est la classe ouvrière qui a ensuite la gueule de bois ! Cela ne veut pas dire que du côté de la CGT les appétences au dialogue soient moindres, si l'on en juge par le débat entre Sophie Binet et le président du Medef à la Fête de l'Humanité, dans lequel celle-ci a commencé par une blague de son cru : « Je vous propose qu'on commence à négocier, j'ai un stylo, j'espère que vous

avez le chéquier et tout va bien se passer. » Sans aucun trait d'humour cette fois, elle s'est félicitée à la fin du débat « d'un exercice franc », soulignant que « pour la CGT on progresse toujours dans le débat contradictoire, l'échange d'arguments permet d'approfondir les questions ». Avec de telles pirouettes, il ne peut y avoir autre chose que des cacahuètes pour le monde du travail. Celles et ceux qui prétendent représenter ses intérêts n'ont décidément pas la carrure de lutteuses et de lutteurs de classe acharnés. Dans l'appel au 1^{er} octobre, la mobilisation sociale est explicitement définie comme un moyen de pression sur les députés qui vont commencer à discuter du budget. Elle s'inscrit donc dans

le calendrier parlementaire, une stratégie pourtant lourdement défaite en 2023. Sur la question emblématiques des retraites, l'appel en reste à l'abrogation de la loi de 2023 actant les 64 ans pour le départ, en oubliant complètement (mais volontairement) la revendication de l'abrogation de la réforme Touraine de 2014 qui a allongé la durée de cotisation à 43 ans, rendant de fait impossible la possibilité de la retraite à 60 ans. Alors, soyons déterminés à faire du 1^{er} octobre un succès, mais avec la conscience qu'il est désormais vital de nous doter nous-mêmes d'un plan de bataille qui se donne comme objectif de mettre le pays à l'arrêt, pour enfin arracher des victoires.

PAR MARIE DAROUEN • 23/09/2024

En Martinique, « l'armée du ruban rouge » en lutte contre la vie chère

Depuis le 1^{er} septembre, des mobilisations contre la vie chère s'organisent dans les départements-régions français des Antilles. En Martinique, des centaines de manifestants se rassemblent régulièrement devant les principaux hypermarchés de l'île et en bloquent l'accès avec des caddies vides renversés, vêtus de tee-shirts rouges, signe de ralliement du Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéens (RPPRAC), un collectif qui s'est organisé récemment.

En Guadeloupe, le mouvement est moins fort mais il y a eu des actions les 1^{er} et 8 septembre devant des hypermarchés Carrefour et Leclerc. Les manifestants dénoncent la cherté de la vie aux Antilles, où les produits alimentaires sont en moyenne 42 % plus chers que dans l'Hexagone, selon l'Insee. 7,99 euros le pack d'eau, 8,49 euros la plaquette de beurre, 11,85 euros le lot de papier toilette Lotus... les exemples de prix particulièrement élevés sur les produits de première nécessité sont légion. Comme le proclame un des responsables du RPPRAC : « nous avons les prix alimentaires de la Suisse, mais pas leurs salaires ! »

Prenant prétexte des barrages érigés par les manifestants et d'affrontements avec les forces de l'ordre venues les réprimer, la préfecture a imposé un couvre-feu sur les quartiers populaires et vient d'interdire les rassemblements dans quatre communes, Fort-de-France, Le Lamentin, Ducos et Le Robert, où se situent les principaux hypermarchés ciblés par la colère des manifestants ! Quant à l'État français, il envoie la CRS 8 sur l'île, la même unité spéciale de la police qui avait été déployée à Mayotte en 2023 durant l'opération « Wuambushu ».

Ces mesures n'ont pas empêché la mobilisation de se poursuivre : samedi 21 septembre, dès 6 heures du matin, c'est le Carrefour Market de la ville du François qui était ciblé, la commune n'étant pour le moment pas citée par l'arrêté préfectoral d'interdiction des manifestations. Ce supermarché appartient au Groupe Bernard Hayot (GBH), également propriétaire des enseignes Euromarché, Décathlon, Monsieur Bricolage, ainsi que des principaux réseaux de distribution de voitures sur l'île. Un monopole hérité de l'époque coloniale, qui fait que des békés comme lui, descendants des colons, ont encore la mainmise sur toute l'économie des Antilles « françaises ».

Les élus, qui tentent de calmer la colère de la population par des « tables rondes » sur le coût de la vie, mettent en avant

la suppression de l'octroi de mer. Cette taxe s'appliquant aux importations en outre-mer est un vestige colonial. Sa suppression serait certes la moindre des choses, mais elle ne suffirait pas à régler la question de la « pwofitasyon », l'exploitation outrancière, dont sont responsables les capitalistes aux Antilles : ce qui est en cause, ce sont les marges faramineuses qu'ils réalisent, bien protégés par le secret des affaires. Les Hayot sont à la tête d'une fortune de plus de 300 millions d'euros et Rodolphe Saadé, patron de la CMA-CGM devenu en 2023 la huitième fortune française, a le monopole sur le transport des conteneurs aux Antilles.

La population antillaise a bien raison de se mobiliser contre ces surprofits, liés tout à la fois à l'héritage colonial et au fonctionnement du capitalisme. Et dans l'Hexagone aussi, nous aurions de quoi nous mobiliser face au coût de la vie et aux bas salaires, en nous inspirant de leur lutte !

PAR LYDIE GRIMAL • 24/09/2024

171 ANS DE COLONISATION DE LA KANAKY : ÇA SUFFIT !

Le 24 septembre marque l'anniversaire de la prise de possession de l'archipel par la France en 1853. Depuis 50 ans, le mouvement indépendantiste honore « le deuil du peuple kanak » à cette date.

Cette année, toutes les commémorations ont été reportées après l'assassinat par la gendarmerie de deux jeunes hommes à Saint-Louis au Mont-Dore le 19 septembre, dans une opération contre des indépendantistes qui tiennent ce barrage au sud de l'île de Grande Terre depuis le 13 mai - le début du soulèvement contre la réforme du corps électoral visant à minoriser définitivement les Kanak sur leur propre terre et contre les inégalités qu'ils subissent.

Ces commémorations auraient de toute façon eu lieu sous la surveillance de 6 000 policiers, gendarmes et militaires, a indiqué le directeur de cabinet du haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie... sept fois plus que les effectifs présents lorsque la révolte a éclaté !

On est loin de « l'apaisement » prôné par Macron : la répression a déjà fait douze morts du côté des Kanak depuis le mois de mai, et de jeunes Kanaks viennent d'être déportés dans des prisons de métropole après avoir été condamnés pour leur participation à la mutinerie de la prison dite « du camp Est » de Nouméa.

Ces jeunes ont besoin de gestes de solidarité concrète : aide financière, mise en relation avec des avocats. Il est aussi urgent qu'une campagne de solidarité politique voie le jour pour exiger leur libération et leur relâche immédiate, comme pour tous les dirigeants de la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT) emprisonnés sans procès depuis plusieurs mois maintenant.

PAR MARIE DAROUEN • 24/09/2024



RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 19 • 26 SEPTEMBRE 2024 • 2 EUROS
ÉDITÉ « LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA »
ASSOCIATION LOI DE 1901.
ADRESSE : BP60008 IVRY 94201 CEDEX
BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER,
AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET
DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION
AURÉLIEN GAUTREAU
CPPAP 0525 P 11528
NUMÉRO ISSN 2970-6548
TIRAGE 5 000 EXEMPLAIRES
IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT
30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE
TÉL. : 01 49 63 66 66

UN AN DE GÉNOCIDE CONTRE LE PEUPLE PALESTINIEN

Le 7 octobre, cela fera un an que l'État israélien a lancé son offensive la plus violente et la plus meurtrière de son histoire contre le peuple palestinien.

L'HORREUR À GAZA...

Difficile de nier la volonté génocidaire des dirigeants israéliens lorsque l'on voit l'ampleur des dégâts à Gaza.

À l'heure où les yeux se focalisent sur l'extension de la guerre par Netanyahu en Cisjordanie et maintenant au Liban, les frappes continuent quotidiennement sur Gaza ainsi qu'en Cisjordanie. Les derniers bilans du ministère de la Santé de Gaza font état de plus de 41 400 morts, dont plus de 14 100 enfants. Mais le bilan réel pourrait être bien plus élevé : plus de 80 000 morts et plus de 250 000 blessés selon certains spécialistes, soit au total 15 % de la population.

Le bilan matériel est également effroyable : dans le nord, la ville de Gaza est rasée à près de 74 %. À Rafah, 46,3 % des bâtiments sont touchés. Moins d'un hôpital sur deux est opérationnel, et le plus grand d'entre eux, celui d'Al-Chifa, est en ruines, près de 90 % de bâtiments scolaires sont endommagés ou détruits...

... MAIS AUSSI EN CISJORDANIE

C'est l'ensemble de peuple palestinien qui est visé : en un an, plus de 700 Palestiniens ont été tués à Jérusalem et dans les territoires occupés, soit par l'armée, soit par des colons. Fin août, Tsahal a lancé une vaste offensive militaire dans le nord de la Cisjordanie, notamment à Jénine, qui a coûté la vie à près d'une quarantaine de Palestiniens, dont huit enfants. Le 19 septembre, une vidéo a montré des soldats israéliens jeter des cadavres de Palestiniens du

haut d'un immeuble, dans la région de Jénine, après les avoir exécutés.

PLUS QUE JAMAIS, FAIRE ENTENDRE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Mais nous ne pouvons et nous ne devons pas nous résoudre à cette « normalisation » d'un véritable génocide. Alors que Netanyahu est en train d'étendre la guerre dans toute la région, **faisons du week-end des 5 et 6 octobre, à l'occasion de l'anniversaire du début de ce massacre, l'occasion de mobilisations et de manifestations massives pour faire entendre notre solidarité avec le peuple palestinien !**

PAR AURÉLIEN PÉRENNA • 24/09/2024

Après Gaza et la Cisjordanie, Netanyahu étend sa guerre au Liban

Rendez-vous dans la rue !



Les bombardements israéliens entamés samedi 22 septembre sur le Sud-Liban, dans la banlieue sud de Beyrouth et dans la plaine de la Bekaa ont déjà fait en moins de trois jours 550 morts, dont 50 enfants, et plus de 1 800 blessés. C'est une nouvelle phase de la guerre que lance Israël, sur le pays voisin cette fois. Cette politique d'écrasement systématique de la population gazaouie constitue bien une guerre d'anéantissement.

UNES ESCALADE MILITAIRE PRÉPARÉE DE LONGUE DATE

En janvier, l'armée israélienne avait frappé un immeuble à Beyrouth hébergeant un bureau du Hamas, faisant plusieurs morts. En avril, c'était le consulat iranien de Damas qui était visé. Puis, à nouveau à Beyrouth en juillet, l'assassinat du chef militaire du Hezbollah et celui en Iran, à Téhéran même, d'un chef politique du Hamas qui était venu assister à la cérémonie d'investiture du nouveau président. Malgré les discours tonitruants du secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, et du guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, la réponse à ces attaques est restée fort limitée côté Hezbollah, et purement symbolique côté Iran.

La nouvelle guerre qui commence au Liban a été précédée, début septembre, de plusieurs bombardements sur le Sud-Liban, visant des installations militaires du Hezbollah et détruisant les habitations alentour. Quelques jours avant le début de l'offensive, ce sont de toute évidence les services secrets israéliens qui ont organisé les explosions des bippers qu'utilisaient pour communiquer les milices du Hezbollah, faisant 40 morts et plus de 3 000 blessés. La justification de cette offensive par le gouvernement israélien est de protéger la population israélienne des tirs de missiles du Hezbollah. Mais c'est Netanyahu lui-même qui a tout fait pour provoquer des réactions du Hezbollah, en réalité très limitées.

LES GRANDES PUISSANCES INQUIÈTES ET COMPLICES

On ne peut que souligner l'hypocrisie des grandes puissances qui s'inquiètent de cette nouvelle escalade qui risque de déstabiliser la région. Une région d'autant plus importante pour elles qu'elle est riche en pétrole. « Aucun pays n'a à gagner à une nouvelle escalade au Moyen-Orient » ont tenu à déclarer lundi les responsables des pays du G7 (les sept pays les plus riches de la planète : États-Unis, Royaume-Uni, Allemagne, France, Japon, Canada et Italie).

Quant à Biden, il affirme « travailler à une désescalade au Liban », tout comme il s'efforce depuis le début de prôner une cer-

taine modération à Netanyahu. Mais, dans le même temps, les États-Unis, qui restent les principaux fournisseurs d'armes à Israël, assurent une partie de la logistique de son armée et ont ramené au large des côtes leurs navires de guerre pour protéger Israël de toute éventuelle réaction, notamment de la part de l'Iran.

Il en est de même du soutien inconditionnel de la France à Israël depuis le début de la guerre à Gaza. L'appel de Macron à la « retenue », son message larmoyant de solidarité au peuple du Liban - « dans ce chagrin La France se tient à vos côtés » - et l'envoi d'urgence de son émissaire Jean-Yves Le Drian à Beyrouth pour tenter de conseiller les dirigeants libanais, n'ont qu'une finalité : les intérêts de la France au Liban, ancien pays de l'empire français, jadis qualifiée de « Suisse du Moyen-Orient » par la petite poignée d'hommes d'affaire et de banquiers y jouant un rôle, patrie où s'est réfugié l'ancien PDG de Renault Carlos Ghosn, mais

pays aujourd'hui en pleine crise, avec des millions de pauvres et près de deux millions de réfugiés syriens.

UN PAYS DEPUIS LONGTEMPS À LA MERCI DES OPÉRATIONS MILITAIRES ISRAËLIENNES

Ce n'est pas la première guerre d'Israël au Liban. Le Hezbollah lui-même est né en juin 1982 à la suite de l'invasion du Liban jusqu'à Beyrouth pour déloger les camps de réfugiés de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), celle qui dirige aujourd'hui l'Autorité palestinienne de Cisjordanie. C'était après la défaite dans la guerre civile libanaise du camp dit « palestinien-progressiste », qui liait les quartiers libanais pauvres de Beyrouth aux réfugiés palestiniens, contre l'extrême droite chrétienne libanaise. Et c'est sous l'égide de l'armée israélienne que des milices d'extrême droite libanaises avaient massacré en septembre 1982 les camps palestiniens de Sabra et Chatila. Depuis, l'armée israélienne s'est toujours arrogé le droit de contrôler militairement la région Sud du Liban. Une seconde guerre d'Israël au Liban en 2006 fit plus de 1 000 morts et d'un million de déplacés. Quoi d'étonnant à ce que ce Hezbollah, bien que parti religieux réactionnaire, ait pu acquérir du crédit parmi les populations des régions les plus pauvres du Liban, parce qu'il semble les protéger ?

Mais on le voit rien qu'au passé de ces deux guerres du Liban, ce n'est pas tant au Hezbollah, parti dont les notables ont acquis depuis des places dans les gouvernements du Liban, qu'Israël, dans sa soif d'expansion, fait la guerre, mais aux populations pauvres du pays.

PAR OLIVIER BELIN • 23/09/2024



Inde : après la mobilisation massive contre le viol et le meurtre d'une médecin, une vague de révolte déferle sur la société indienne

Le 9 août dernier, une jeune médecin d'un hôpital de Calcutta a été violée et tuée par un membre de l'administration locale, dans une salle de réunion où elle était venue dormir après 36 heures de garde, faute de salle de repos. La police et la direction de l'hôpital sont accusées de complicité et de camouflage de preuves, le corps de la victime ayant été incinéré avant même le dépôt de plainte. Un vent de colère s'est levé : grève prolongée des soignants pour plus de sécurité et de meilleures conditions de travail, manifestations quotidiennes dans Calcutta, s'élargissant bientôt au reste du pays.

LE BJP, CHAMPION DE L'INSTRUMENTALISATION DE LA LUTTE POUR LES DROITS DES FEMMES

La mobilisation a vite été en proie à la récupération. Le Parti du peuple indien (BJP), la formation du Premier ministre Narendra Modi, a mis en accusation le parti au pouvoir au Bengale-Occidental, l'accusant d'étouffer l'affaire, non sans fondement. Il a impulsé une « grève générale » de 12 heures, et en a profité pour se présenter comme la cible principale de la répression, laquelle a pourtant touché tous les manifestants. Mais l'opération de récupération du BJP est grossière, tant la responsabilité de la formation d'extrême droite au pouvoir depuis 2014 est écrasante dans un pays où le viol conjugal n'est toujours pas reconnu.

L'AFFICHAGE SÉCURITAIRE ET RÉPRESSIF COMME SEULE RÉPONSE

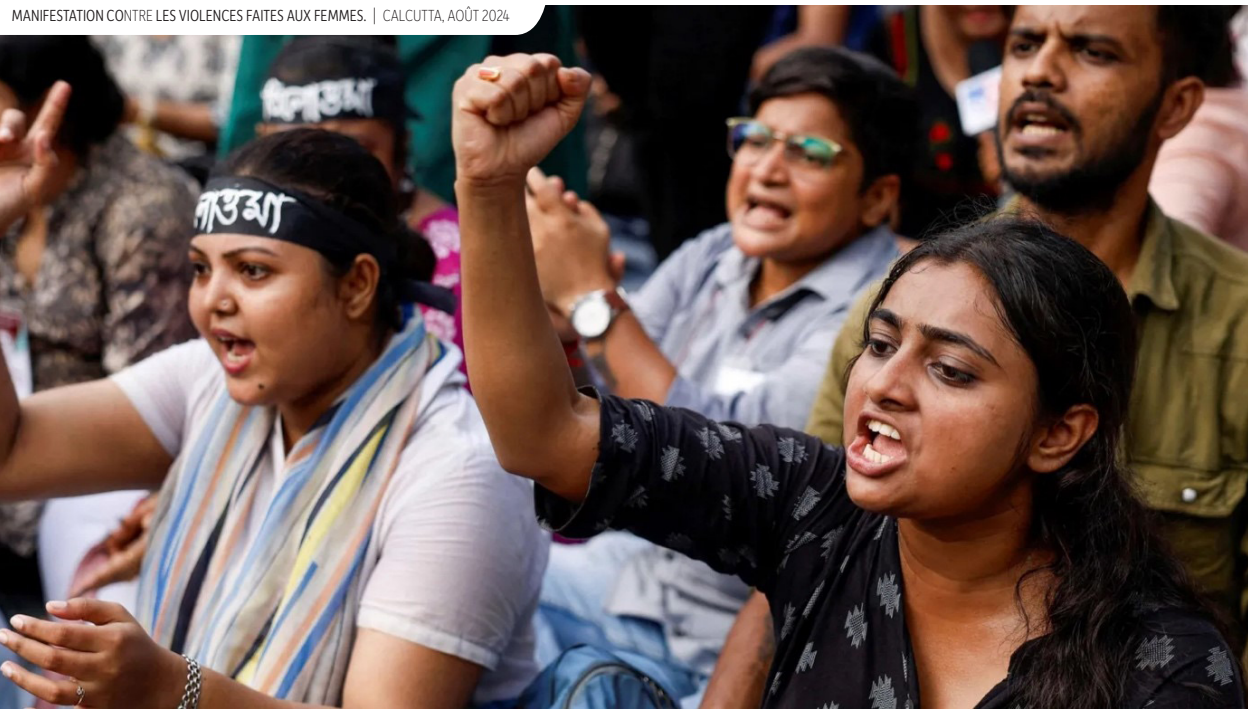
Face à la mobilisation croissante, le gouvernement a fait quelques annonces : la hausse des effectifs de sécurité dans les hôpitaux et, surtout, la généralisation de la peine de mort pour tout type de viol. Rien qui ne permette d'attaquer le mal à la racine, au contraire. L'arsenal répressif sert surtout à réprimer les castes dominées et les classes populaires, sans

entraver l'impunité générale renforcée par un immobilisme sélectif du système judiciaire. Il n'est qu'une solution d'affichage, pour mieux faire oublier que l'insécurité des femmes est systémique, dans une société pétrée de violence patriarcale que sert l'idéologie ultra-nationaliste au pouvoir, et renforcée, au travail, par des politiques délibérées de dégradation des conditions de travail.

Mais la mobilisation a ouvert les vannes : la publication d'un rapport longtemps tenu secret vient de déclencher une

vague #MeToo qui déferle sur Bollywood, la puissante industrie du cinéma du sud de l'Inde. Preuve que les tentatives du pouvoir indien de noyer la mobilisation dans des annonces sécuritaires et des conflits partisans n'ont pas eu raison de la colère. Et elle n'est pas près de s'éteindre. La grève continue à Calcutta, bravant l'ordre émis par la Cour suprême de reprendre le travail.

PAR VICTOR ROUX • 09/07/2024



MANIFESTATION CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES. | CALCUTTA, AOÛT 2024

BOEING : ON STRIKE !

Le 13 septembre, un an après la grève victorieuse de six semaines dans l'industrie automobile, 33 000 salariés de Boeing de l'État de Washington (nord-ouest des États-Unis) se sont lancés dans la grève.

UN ACCORD AVANTAGEUX ?

Ils revendiquent 40 % d'augmentation et le rétablissement d'un système de retraite fixe par cotisation. L'accord conclu cet été entre la direction et le syndicat International Association of Machinists (IAM) prévoyait 25 % d'augmentation sur quatre ans, une prime de 3 000 dollars et un engagement d'investissement dans la région ; mais avec, en contrepartie pour certains, un cumul de 19 jours sans repos. Et, surtout, la suppression des primes annuelles... à peine compensée donc par la hausse des salaires. La réalité, c'est donc 9 % d'augmentations étalées sur quatre ans. Autant dire peanuts ! L'accord a été rejeté par les salariés, qui soulignent que leurs salaires d'embauche sont plus bas que ceux des fast-foods ou autres magasins.

NO PAY? NO PLANES!

Réunis à 20 000 dans un stade en juillet pour voter sur la possibilité de la grève, puis rejetant à 94,6 % l'accord présenté, les salariés de Boeing se sont organisés en masse. Certains avaient fait grève en 2008, d'autres en sont à leur premier piquet.

Mais c'est unanimement qu'ils et elles sont partis en lutte, alors même que le syndicat recommandait d'accepter l'accord. Le 23 septembre, la direction a proposé une amélioration à 30 % et un retour des primes, mais cela n'a pour l'instant pas l'air d'avoir satisfait les grévistes.

Boeing, pilier du capitalisme américain, mais fragilisé par les diverses avaries techniques qui ont provoqué 346 décès entre 2018 et 2019, est désormais dans une sale position : les avions ne sortent plus, les plus hauts cadres ont vu leur salaire baisser, et les non-grévistes seront au chômage technique une semaine sur quatre. Les salariés ont raison d'appuyer sur le portefeuille de la boîte pour remplir le leur - certainement et à juste titre encouragés par les nombreuses grèves qui éclatent aux États-Unis.

PAR SELMA TIMIS ET QUENTIN PATEL
• 22/09/2024

VERS LA FORTERESSE ALLEMAGNE ?

Alors que le gouvernement allemand rétablit les contrôles aux frontières, en France, le nouveau ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, martèle que son objectif est de rétablir « l'ordre » aux frontières : « Je veux mettre un coup d'arrêt aux entrées illégales et augmenter les sorties », a-t-il déclaré. C'était déjà l'objectif affiché de son prédécesseur, Gérald Darmanin, et de sa loi Immigration. Les gouvernements se suivent et enchaînent toujours la même rengaine de « l'immigration incontrôlée ». En réalité, c'est toujours plus de répression contre nos frères et sœurs de classe pour diviser toujours davantage notre camp social.

Depuis plusieurs mois, en Allemagne, tous les partis bourgeois se livrent à une surenchère raciste contre l'immigration sur fond de renforcement de l'AfD, parti d'extrême droite. La campagne électorale pour les élections dans trois régions de l'est de l'Allemagne ces dernières semaines s'est faite sur le dos des immigrés et des réfugiés. Ce qui n'a évidemment pu que renforcer l'AfD qui a obtenu autour de 30 % des voix.

Le gouvernement multiplie les « pactes migratoires » bilatéraux avec des pays du Sud pour faciliter l'expulsion vers ces pays. Le 15 septembre dernier, c'était au tour de l'Ouzbékistan. Le chancelier Scholz y a déclaré : « C'est une petite pièce dans un très grand mur qui est érigé pour réaliser une bonne œuvre. »

Une autre mesure anti-immigrés du gouvernement Scholz et de la ministre de

l'Intérieur Faeser est le rétablissement de contrôles à toutes les frontières de l'Allemagne, en contradiction avec ces accords de Schengen qui ont déjà connu bien des « exceptions » ces dernières années. En fait, de tels contrôles ont déjà lieu depuis 2015 à la frontière autrichienne et, depuis l'année dernière, aux frontières polonaises et tchèques. C'est donc maintenant le cas avec tous les pays avoisinants. Ce que l'AfD avait réclamé depuis 2017, le gouvernement vient de le faire !

Le CDU, parti de la droite en opposition au niveau fédéral, réclame encore plus : le refoulement immédiat de réfugiés aux frontières. Face à cette surenchère, nous devons réclamer l'ouverture des frontières et la liberté de circulation !

PAR TONI ROBERT • 22/09/2024

NOUVELLE VAGUE DE LICENCIEMENTS, DE FERMETURES DE SITES ET DE SUPPRESSIONS D'EMPLOIS CHEZ LES CONSTRUCTEURS AUTOMOBILES ET LEURS SOUS-TRAITANTS

» LIRE LES VERSIONS LONGUES DES ARTICLES SUR NOTRE SITE



npa-revolutionnaires.org/licenciements-24

CHEZ VOLKSWAGEN, UN CRÉPUSCULE DE LA « COGESTION » ?

Début septembre, Volkswagen a dénoncé un accord datant de 1994, qui assurait le maintien des 300 000 emplois du groupe en Allemagne en échange d'une certaine « modération salariale ». VW pourrait y licencier jusqu'à 30 000 salariés. Pourtant, en juillet, le groupe annonçait pour 2023 un chiffre d'affaires record de 332,3 milliards (+ 15 %) et un bénéfice net de 17,9 milliards d'euros (+ 13 %).

LE (GROS) ARBRE QUI CACHE LA FORÊT

Si les autres grands constructeurs allemands n'annoncent eux pas encore de chiffres concrets, pour BMW, des licenciements « économiques » ne sont plus exclus. La saignée chez les donneurs d'ordre entraîne avec elle les géants de la sous-traitance automobile allemande : deux usines et 14 000 postes supprimés d'ici 2028 chez ZF Friedrichshafen, 1 000 chez Continental (après des milliers de départs « volontaires » l'an dernier), plus de 3 000 chez Bosch...

Les suppressions de postes chez VW impactent les usines des marques du groupe : Audi, Porsche, MAN et Skoda, bien au-delà de l'Allemagne. À Bruxelles, 3 000 ouvriers d'Audi sont menacés de licenciement et luttent contre la fermeture de leur usine.

Face aux annonces de VW, le puissant syndicat de la métallurgie IG Metall a déjà annoncé vouloir répondre par des grèves. Grèves qui pourraient par ailleurs être illégales, puisque la jurisprudence allemande estime que les grèves contre les fermetures d'usine sont ... « politiques », et donc interdites !

Mais, si le patronat de l'auto bouscule un syndicat particulièrement attaché au dialogue social, cela peut aussi réveiller les quelque 800 000 travailleurs de l'automobile en Allemagne, une fraction de la classe ouvrière dont les mobilisations pèsent lourd outre-Rhin.

Le 4 septembre, 16 000 salariés de VW réclamaient la démission de la direction à l'occasion de l'assemblée générale du groupe à Wolfsburg. Un petit avant-goût ?

PAR DIMA RÜGER • 19/09/2024



DES MILLIERS DE TRAVAILLEURS MANIFESTENT LORS DE L'AG DU GROUPE VW. | BERLIN, 4 SEPTEMBRE 2024 | DPA

Le secteur automobile subit depuis plusieurs mois une accélération des plans de suppressions de postes et de fermetures de sites dans toute l'Europe.

En Allemagne le sous-traitant automobile ZF a annoncé 14 000 suppressions d'emplois, et un sous-traitant sur trois menace de délocaliser pour raisons de compétitivité. L'équivalent de 270 000 emplois sont menacés selon la Fédération des constructeurs automobiles allemands.

En France, depuis des semaines, la liste des sous-traitants concernés s'allonge : après MA France (fermeture et 280 postes supprimés), c'est donc Valeo (trois sites menacés : plus de 1 000 emplois), Bosch (deux sites

menacés), Imperiales Wheels, Walor, Forvia (ex-Faurecia), Continental, OPmobility (ex-Plastic Omnium), Marelli, Dumarey (ex-Punch Strasbourg), Novares (en Alsace aussi) et bien d'autres... Chez Michelin, ce sont trois sites – à Cholet (Maine-et-Loire), Vannes (Morbihan) et Joué-lès-Tours (Indre-et-Loire) – qui attendent d'être fixés sur leur sort.

Et, cette vague chez les sous-traitants n'est pourtant que le prélude à celles qui menacent chez les constructeurs. En Allemagne, Volkswagen a annoncé vouloir fermer des usines, avec des milliers de licenciements secs à la clé. Depuis juillet, l'usine Audi de Bruxelles, du même groupe VW, est dans le viseur d'un plan de licenciements massif ou de fermeture. En France, le site Stellantis de Poissy est menacé de ferme-



MANIFESTATION DE SOUTIEN À AUDI. | BRUXELLES, SEPTEMBRE 2024 | CAPTURE D'ÉCRAN (RTBF)

À BRUXELLES, LES SALARIÉS D'AUDI EN LUTTE CONTRE LA FERMETURE DE LEUR USINE

Près de 10 000 ont manifesté lundi 16 septembre 2024 à Bruxelles avec des délégations d'autre usines du groupe pour protester contre les menaces de fermeture de l'usine d'assemblage Audi à Forest.

Lundi 9 juillet, la direction annonçait la fin de la production du Q8, le seul véhicule monté sur le site, et indiquait qu'aucun autre modèle ne le remplacerait. 3 000 travailleurs seraient licenciés, sans compter les sous-traitants. La direction se contente de parler d'éventuels repreneurs.

À la reprise, le 20 août, une assemblée était organisée par les syndicats avec 600 travailleurs. Une autre, organisée ensuite par la direction, a réuni 1 300 travailleurs. Devant l'usine, des tentes ont été montées, surtout par des sous-traitants. Rapidement, les syndicats ont programmé une grande manifestation le 16 septembre. Et les clés de 200 voitures garées sur parking (prêtes à être livrées) ont été confisquées par des ouvriers !

6,2 MILLIARDS DE BÉNÉFICES POUR LE GROUPE AUDI

Mais le véritable trésor de guerre revient à Audi : un bénéfice net de 6,2 milliards d'euros en 2023 et des ventes en augmentation de 17,4 % par rapport à 2022.

Le bras de fer s'est provisoirement terminé par un accord entre la direction et les syndicats : les clés ont été rendues, la reprise du travail a eu lieu après la manifestation, les salaires des jours non travaillés seront payés et des négociations vont s'ouvrir.

Les syndicats, FGTB (Fédération générale du travail de Belgique) et CNE (Centrale nationale des employés), n'ont d'autre perspective qu'un hypothétique repreneur pour l'usine.

COLÈRE DES OUVRIERS DE LA SOUS-TRAITANCE

Le jour de la reprise, le 17 septembre, les ouvriers sous-traitants bloquaient l'entrée principale de l'usine, conscients qu'en cas de fermeture définitive, leurs conditions de départ seraient les plus mauvaises, et pas prêts à se laisser faire. Leur lutte pourrait ces prochains temps rencontrer celle des autres travailleurs de Volkswagen et d'ailleurs !

PAR PAUL GALLER • 17/09/2024

ES ture à l'horizon 2028-2029. En Espagne, Stellantis menace aussi le site de Madrid, tandis que Ford annonce des dizaines de milliers de suppressions d'emplois en Europe et la fermeture des sites de Genk en Belgique et de Sarrelouis en Allemagne dès 2025. Or, l'automobile ne coordonne pas que le secteur de la métallurgie et les fermetures de sous-traitants s'étendent évidemment à d'autres branches (chimie, logistique, etc.).

AUCUN DES LICENCIERS N'EST « EN DIFFICULTÉ »...

Parmi tous ceux qui menacent de licencier, aucun n'est « en difficulté ». Ce qui souligne l'inutilité de trouver des « solutions industrielles » entreprise par entreprise ou de quémander des « stratégies industrielles » au gouvernement. Tous les groupes licenciés font de magnifiques bénéfices et sont à l'affût sur le marché

mondial. 29 milliards pour Toyota, 18,6 pour Stellantis, 17,9 pour Volkswagen, 4 pour Ford... Car la baisse des ventes n'est que « prévisionnelle » : selon l'Organisation internationale des constructeurs automobiles (OICA), les ventes de véhicules neufs dans le monde ont augmenté en 2023 et ont retrouvé leur niveau d'avant-Covid. C'est aussi vrai des sous-traitants. Pour ne prendre que l'exemple de Valeo, en 2023, il pesait 221 millions de bénéfices net, avec une progression du chiffre d'affaires de 11 %. Mais la reconversion vers l'électrique (voir notre article sur le site) est évidemment le prétexte à toutes les restructurations et à tous les chantages, notamment aux subventions pour financer licenciements et fermetures de sites.

PAR LÉO BASERLI • 23/09/2024

CHEZ LES DONNEURS D'ORDRE, C'EST FORD QUI OUVRE (ENCORE) LE BAL !

Le constructeur américain a annoncé en juin dernier qu'il comptait supprimer 1 600 postes dans son usine de Valence en Espagne, après les 1 100 postes déjà supprimés en 2023. C'est pourtant cette usine que Ford avait choisie pour y produire son nouveau véhicule électrique, au détriment de l'usine allemande de Sarrelouis condamnée à fermer en 2025, laissant près de 4 000 salariés sur le carreau. Non contents d'avoir joué la concurrence entre les travailleurs des deux usines, en leur faisant miroiter une possible « solu-

tion industrielle », les dirigeants de Ford font finalement payer à tous la baisse de production. Ford n'en est pas à son coup d'essai : l'entreprise a fermé de nombreux sites au début des années 2010, jusqu'à celle de Blanquefort en 2019. Au prétexte du passage à l'électrique, la tendance est à la priorisation des modèles de milieu ou haut de gamme, moins nombreux mais aux marges plus grandes... au détriment des effectifs de travailleurs.

PAR ADRIEN LANSALOT • 21/09/2024

Des objectifs contre les licenciements jusqu'au rapport de force pour les imposer

Depuis 2009, on est passé par le déluge de toutes les solutions. Mais comment construire un rapport de force pour imposer ce que des ouvriers en lutte pourraient réclamer ?

Certes, ce n'est pas la même chose de réclamer l'interdiction des licenciements ou des indemnités de départ. Mais, quel que soit l'objectif, il ne sera atteignable que dans un contexte de généralisation des luttes et du rapport de force qu'elles créent. On n'obtient pas la même chose quand seuls les travailleurs d'une entreprise y sont engagés, ou que leur lutte réussit à devenir contagieuse et à se coordonner avec d'autres.

Le problème réel est de sortir de l'isolement, et du même coup de faire évoluer le rapport de force. Celui-ci changerait si une ou plusieurs entreprises menacées prenaient sur elle d'en appeler aux autres. Non pas seulement en

vue de se soutenir, mais de se coordonner afin que plus un seul Valeo, MA France, Bosch ou Stellantis ne se retrouve seul face aux licenciements. Ce que le patronat redoute, c'est l'explosion de colère qui regrouperait les travailleurs menacés, lesquels entraîneraient ceux des autres secteurs, à commencer par ceux des régions où la fermeture d'une entreprise menace aussi les emplois de sous-traitants.

Faire en sorte que les travailleurs s'organisent eux-mêmes, quels que soient les calculs des appareils politiques et syndicaux, qu'ils se donnent eux-mêmes les moyens des objectifs qu'ils se seront fixés. Loin d'en rester à la défense entreprise par entreprise, aux solutions locales toutes plus illusoire les unes que les autres, c'est à l'ensemble des travailleurs que ceux qui se retrouvent directement acculés à la lutte pour leurs emplois peuvent s'adresser.

PAR LÉO BASERLI • 24/09/2024

INTERVIEW
LES VALEO MONTENT À PARIS CONTRE LA FERMETURE DE LEURS SITES !

Le site Valeo de Saint-Quentin-Fallavier emploie 330 salariés en CDI (170 salariés ingénieurs/cadres, 70 ouvriers à la production, 90 employés techniciens et agents de maîtrise). Depuis juillet dernier, il est menacé de fermeture, ainsi que celui de La Suze-sur-Sarthe (270 salariés) et le centre de recherche et développement (R&D) de La Verrière dans les Yvelines (500 salariés). Nous publions ci-dessous des extraits d'une interview de Kemal, militant CGT du site Valeo de Saint-Quentin-Fallavier (l'interview complète est sur notre site).

RÉVOLUTIONNAIRES : PEUX-TU, EN QUELQUES MOTS, NOUS RACONTER L'HISTOIRE DE TON USINE ?

KEMAL : Valeo est un groupe qui a 23 sites de production en France et 14 sites de R&D. Notre usine a 35 ans : de 1989 à 2020, on a fabriqué des démarreurs de véhicules essence, diesel et poids lourds. Au début des années 2000, nous étions 1 200, en 2006 nous n'étions plus que 850 embauchés (sans compter les intérimaires), aujourd'hui nous sommes 350 en tout. [...] En 2008-2009, la production est passée des démarreurs classiques aux Stop&Start qui se sont vendus comme des petits pains. À l'époque, notre client principal était Volkswagen. Pourtant, alors que la production était à son maximum entre 2010 et 2017, les effectifs ont continué de diminuer. [...]

R : QUAND LES MENACES SUR LE SITE SE SONT-ELLES PRÉCISÉES ?

K : En 2018, avec le lancement des véhicules électriques et hybrides, les démarreurs conventionnels sont devenus obsolètes. La direction a donc « réindustrialisé » pour un « produit d'avenir » : le GMG (Gearbox Motor Generator), une sorte de moteur électrique qui s'insère dans la boîte de vitesse, et qui permet une conformité des véhicules thermiques aux nouvelles normes écologiques. La production prévue était d'1,9 million de GMG sur cinq ans. Notre seul client était l'équipementier Magna qui fournissait BMW et FCA (Fiat-Chrysler, bientôt Stellantis), pour des véhicules comme les Fiat 500X, les Jeep Renegade ou les Alpha-Romeo Tonale. Mais le produit s'est beaucoup moins bien vendu. 120 000 GMG produits la première année, 40 000 la suivante. En 2019, la direction nous a imposé un accord de compétitivité, avec référendum, qui s'est conclu par l'abandon de RTT, deux ans de gel des salaires... [...]

R : QUE RÉCLAMEZ-VOUS ?

K : Au début, un certain nombre de salariés, sous le choc, ont dit qu'ils n'accepteraient de partir qu'avec des indemnités supra-légales de 150 000 à 200 000 euros. Mais, le 17 septembre, nous sommes montés à Paris au siège de Valeo et avons manifesté aux côtés de délégations d'autres sites Valeo et d'ailleurs. Suite à ça, on a pris une décision : penser collectif et ne plus parler d'indemnités. Notre combat c'est de garder notre site et la production ! [...]

R : COMMENT VOUS ÊTES-VOUS ORGANISÉS POUR FAIRE VIVRE ET DURER LA LUTTE ?

K : Depuis plusieurs semaines, une intersyndicale Sud, CGT, CAT (Confédération Autonome du Travail) et finalement CFE-CGC appelle à des assemblées générales, plusieurs fois par semaine sur les douze minutes de la pause de 10 heures. [...]

R : AVEZ-VOUS TENTÉ DE RENTRER EN CONTACT AVEC D'AUTRES USINES MENACÉES ?

K : À chaque fois qu'on a débrayé, on a eu le soutien de délégations des autres usines du bassin industriel. Pas facile d'en rencontrer d'autres ailleurs, elles sont loin et c'est dur de sortir de l'usine. Quand nous sommes montés au siège de Valeo à Paris, il y avait des délégations de beaucoup d'autres sites Valeo, mais aussi de Stellantis, Renault et d'autres... Et ceux de MA France. On avait pris contact avant. [...] Ils étaient en lutte depuis plus de 150 jours, [...] ils sont exemplaires et en plus ils sont venus nous soutenir !

R : COMMENT TU VOIS LA SUITE DE VOTRE LUTTE ?

K : On ne sait pas encore ce qu'on fera le 1^{er} octobre, mais, pour nous, la prochaine échéance c'est le Salon de l'Automobile le 17 octobre. Ce sera l'occasion de manifester, de prendre des contacts et de remplir le carnet d'adresses ! Et pas seulement avec les autres sous-traitants menacés, mais aussi avec les salariés des donneurs d'ordre. [...] Ce n'est pas que Valeo le problème, c'est aussi les autres, Stellantis, Renault... D'autant qu'une autre échéance nous menace : à la fin septembre, Valeo annoncera une nouvelle restructuration de la R&D en France avec suppressions de postes à la clé.

PROPOS RECCUEILLIS PAR L. B. • 22/09/2024

PROPOS DE MILITANTS D'ENTREPRISE

LE CALME, AVANT LA TEMPÊTE ?

Témoignage d'un cheminot de Lille : *« Dans les ateliers de maintenance comme dans d'autres services où nous sommes, ça discute assez peu de Barnier et tout ce cirque. Les collègues s'en foutent ou ne voient rien d'utile à s'intéresser à ça. »* Dans une entreprise de la chimie lyonnaise : *« Aucune ambiance dans notre boîte où les salariés ne se sentent pas concernés par ce qui se passe au niveau national. »* Parmi des conducteurs et conductrices de bus de la RATP : *« Sur la situation politique générale, ça discute pas beaucoup... »* Idem dans un bureau de poste parisien : *« Rentrée bien particulière, désintérêt pour ce nouveau gouvernement, genre de ras-le-bol. »*

On est loin de l'excitation des salles de rédaction des grands médias à propos du casting du gouvernement Barnier. On s'intéresse en revanche aux choses de la vie : *« On rencontre un intérêt souligné quand on parle de l'affaire Pelicot », « une collègue était vachement contente de voir que l'édito du bulletin d'entreprise portait là-dessus, parce qu'il y en a besoin, surtout en ce moment... »* Oui, beaucoup de réactions disant que c'est « fou », que c'est « dégueu », que « la société est pourrie » mais que « ça montre aussi que beaucoup de femmes ne parlent pas ».

Et puis, on s'intéresse aux menaces sur l'emploi et les conditions de travail. Beaucoup d'inquiétude sur des passages d'activités en sous-traitance, sur des situations dramatiques de sous-effectif, sur l'introduction de la polyvalence ou sur des restructurations qui font craindre des licenciements ou des fermetures. Partout, la colère monte sur les cadences, sur la charge de travail qui devient insupportable. Et puis, bien sûr, de nombreuses discussions roulent sur les salaires, récurrentes, car ça ne peut plus durer...

Et pourtant, la date fixée par les confédérations syndicales pour une journée de grève et manifestations, le 1^{er} octobre, n'est pas encore dans le paysage. Dans bien des ateliers ou bureaux, en ce 23 septembre, à dix jours de l'échéance, c'est l'absence de discussions sur cette journée, voire une certaine opposition à ces « dates routinières »... Il n'y avait « pas encore de tournée syndicale organisée sur la question, pas de tract ni autre communication... » « Ce sont les problèmes locaux qui dominent et on risque de zapper le 1^{er} octobre »... Mais rien non plus n'a été sérieusement impulsé d'en haut à ce jour, de la part de confédérations qui ont surtout conçu cette mobilisation de rentrée comme moyen de pression sur le gouvernement Barnier le jour où il devait présenter son budget... finalement reporté au 9 octobre et remplacé ce jour-là par un discours de politique générale.

« On ne fera pas l'économie d'une réponse sur le terrain de la lutte de classe »

C'est sur un autre terrain qu'il revient à des militants de base, souvent des militants révolutionnaires, de chercher à rassembler et discuter de la préparation de cette journée interprofessionnelle. Car la multitude et la prégnance des problèmes locaux, de la dégradation des conditions de travail et des salaires font des revendications mises en avant des questions générales et centrales pour tous les travailleurs : interdiction des licenciements, partage du travail entre tous, augmentation des salaires, retraites et allocations, abrogation de la réforme des retraites mais aussi retour à la retraite à 60 ans et 37,5 ans de cotisation.

Bien au-delà des militants, des travailleurs sont sensibles et réceptifs aux aggravations des conditions de vie de leur classe ; conscients qu'on ne fera pas l'économie d'une réponse sur le terrain de la lutte de classe, quels que soient les espoirs ou illusions nourris par le NFP. Une vaste discussion collective s'impose, qu'on soit syndiqué ou non syndiqué, pour l'élaboration d'un plan de bataille. Nous pouvons nous saisir de l'occasion du 1^{er} octobre pour nous retrouver le plus nombreux possible dans la rue et nous faire entendre d'un Macron et de son nouveau Premier ministre, qui voudraient nous faire payer les 3 000 milliards du déficit qu'ils ont creusé par leurs cadeaux au patronat. Mais surtout pour faire de ce 1^{er} octobre un premier rendez-vous interprofessionnel dans la rue, pour discuter entre nous de la nécessité et des moyens de préparer la riposte générale nécessaire.

CORRESPONDANTS • 24/09/2024

Racisme à la ville de Paris : aucune sanction contre Bruno et Ibrahima !

Deux camarades agents de la ville de Paris sont toujours sous la menace d'une exclusion de fonctions de dix et douze mois... pour s'être défendus d'une agression raciste de leur encadrant ! Les commissions de discipline du 19 septembre n'ont pas rendu d'avis : les représentants du personnel ont unanimement refusé de voter les lourdes sanctions réclamées par l'administration. C'est désormais au cabinet de la maire de trancher. Ira-t-elle jusqu'au bout ?

Ni Le Pen, ni Barnier, ni Macron ne sont aux manettes, mais bien la gauche, celle qui nous disait de voter NFP pour faire barrage à l'extrême droite et aux racistes ! Hidalgo s'apprête néanmoins à sanctionner deux agents du musée Galliera qui ont subi une agression sur leur lieu de travail, l'ont signalée sans que leur plainte ne soit entendue, et ont encaissé

près d'un an d'acharnement de l'administration, jusqu'à des mutations dans d'autres services. À moins qu'Hidalgo n'assume pas de mener une politique disciplinaire raciste...

ENCORE SE MOBILISER ET AMPLIFIER LE SOUTIEN

Après un rassemblement de plus de 100 personnes jeudi 19 devant l'Hôtel de Ville, avec la présence d'élus du PCF, du député LFI Thomas Portes, de syndicalistes de divers horizons et de nombreux collègues, les relais sur les réseaux ont été nombreux. La CGT envisage un rassemblement devant le Conseil de Paris, du 8 au 11 octobre. Le racisme n'a pas sa place dans notre vie !

CORRESPONDANT • 24/09/2024

CHIMIE

Contre les licenciements dans la chimie, les Vencorex s'organisent

Pendant que l'automobile menace de dizaines de milliers de licenciements, l'industrie chimique est de celles qui payent le plus lourd tribut aux 80 000 suppressions d'emplois que la CGT a recensées. L'hécatombe a commencé avec l'annonce de la fermeture de la partie pétrochimie d'Exxon Mobil à Gravenchon (Seine-Maritime). Outre les 677 emplois qui vont disparaître, c'est la mort programmée de toute une région : 5 000 emplois sont concernés. En même temps, Sanofi annonçait la fermeture de son site d'Ivry-sur-Seine : 330 emplois en moins. Lyon-dellBasell a annoncé avoir lancé une « réflexion stratégique » sur l'avenir de ses actifs pétrochimiques européens, dont l'usine de Berre-l'Étang (Bouches-du-Rhône). Les salariés de Total sont également très inquiets de l'avenir du raffinage en France. Du côté du caoutchouc, les sites Michelin de Vannes (Morbihan) et Cholet (Maine-et-Loire) sont menacés, même si aucune annonce officielle n'a encore été faite. La coordination CGT Michelin se prépare déjà à « mettre le feu aux palettes ».

Le manque d'investissement industriel ces dernières années, en particulier sur la sécurité, avec un nombre d'accidents qui augmente, la pollution des sites de plus en plus dénoncée par les riverains, l'ouverture de plateformes ultra-modernes à Singapour pour ExxonMobil, en Afrique pour Total, et la possibilité de disposer d'une main-d'œuvre à moindre coût : voilà autant de facteurs qui expliquent ce tournant.

Dernière illustration, l'usine Vencorex de la plateforme chimique de Pont-de-Claix (Isère) est déclarée en cessation de paiement.

Ce sont 450 emplois directs qui sont menacés, mais en réalité plus de 3 000 dans la région, comprenant le couloir de la chimie lyonnaise : Arkéma, Air Liquide, Kem One, Suez, Solvay... L'avenir de tous ces sites est incertain, tant leurs activités sont liées. Ceux de Vencorex sont entrés en contact avec les syndicats des plateformes chimiques de Pont-de-Claix et de Jarrie (Isère). Le 20 septembre, près de 200 salariés se sont réunis en assemblée générale en vue du 1^{er} octobre. Cette journée d'action prend une tonalité particulière : l'AG a convié l'ensemble des salariés du secteur à converger à Pont-de-Claix pour revendiquer le maintien de tous les emplois. Ceux de Vencorex ont bien compris qu'il s'agit de mener cette lutte tous ensemble, pas en restant isolés.

CORRESPONDANT • 24/09/2024



TRANSPORTS

GARE SAINT-LAZARE : ATTENTION AU DÉPART !

La direction SNCF de la région Paris-Saint-Lazare a annoncé la disparition d'ici juin 2025 des cheminots qui gèrent sur les quais la bonne circulation des trains et leur départ en toute sécurité. C'est osé, dans une des gares parisiennes les plus engorgées, avec énormément de passage sur une surface réduite, des quais étroits. Suite à des accidents, les enquêtes de sécurité et le tribunal ont conclu à la nécessité d'opérations de départ, y compris pour les trains sans voyageurs.

Prétexte invoqué pour cette suppression de personnel : les trains sont de plus en plus équipés de caméras au niveau des portes, ce qui permettrait aux conducteurs de se passer de la surveillance et de l'intervention de personnel à quai. Un raisonnement démenti par l'intervention fréquente de chefs de service pour éviter des accidents potentiellement graves, voire mortels... y compris pour des trains déjà équipés de caméras. Mais pour la direction, aux conducteurs de tout faire : vérifier les quais, s'assurer de l'absence de tout problème à bord, garantir la sécurité des usagers... et accessoirement, conduire leur train ?

Supprimer le boulot des uns pour surcharger ceux qui restent, quitte à sacrifier au passage la sécurité et le confort des usagers : la SNCF applique la formule depuis des années. Disparus ou presque, les cheminots dans les couloirs des trains régionaux pour informer les voyageurs, gérer les descentes et montées à chaque arrêt, etc. Disparus ou presque, les cheminots en gare, avec la vague de fermetures des guichets commerciaux. Dès que le soleil tombe, il fait sombre en gare et les quais sont quasi-vides de tout personnel. Évolutions techniques, machines à billets, caméras dans les trains, tout est bon à la SNCF pour faire des économies sur le dos des cheminots et des usagers. Et à Saint-Lazare, la prochaine ouverture à la concurrence pour les lignes L et J est l'occasion en or de justifier ces suppressions de postes. Il s'agirait d'une réorganisation nécessaire du travail entre les différentes entités. À moins qu'il ne s'agisse de trouver meilleur acheteur, avec de moindres frais de personnel ?

« Réorganisations » à la SNCF, plans de licenciements dans le privé, suppressions de postes dans la fonction publique : même course au profit, même riposte ! Il y a des tâches utiles pour toutes et tous. Et si parfois des machines peuvent nous remplacer sans dommages, alors profitons-en pour travailler moins, mais tout en travaillant tous, en réduisant et en partageant le temps de travail entre tous et toutes... sans suppressions d'emplois ni diminutions des salaires !

CORRESPONDANT • 24/09/2024

L'AUTOROUTE A69 ET LA DESTRUCTION DE LA NATURE : FLICS, PETITS FACHOS ET PROFITS PATRONAUX À LA MANŒUVRE !

Les dégâts infligés à la nature par le projet d'autoroute reliant Toulouse à Castres, décidé par le géant pharmaceutique Pierre Fabre, sont décrits sur notre site. 61 % de la population locale s'y oppose, la CGT de Pierre Fabre s'est positionnée contre et des milliers de manifestants ont répondu aux appels des écologistes des Soulèvements de la Terre. Dans la nuit du 1^{er} septembre, des activistes « écureuils » qui s'étaient installés dans les arbres pour protester ont finalement été délogés. D'un côté le camp du bon sens. De l'autre celui du profit, appuyé par la police (gaz lacrymogènes et même grenade GM2L) et par des individus cagoulés d'extrême droite ! L'aller-retour sur cette A69 coûtera 17 euros. Direct dans les poches de Vinci. Les 450 millions d'euros dépensés auraient permis de rénover la nationale et d'améliorer l'offre de transports publics.

CORRESPONDANT • 24/09/2024

TRAVAIL SOCIAL

Une rentrée sous le signe de la lutte dans le social !

Le travail social est durement touché en cette rentrée. Le secteur est pourtant déjà laminé, avec des postes vacants et des coupes budgétaires en pagaille. Et depuis le début de l'été, de nouvelles offensives arrivent : baisse des aides sociales, plans de licenciements comme à Don Bosco (Finistère) et à la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ), refus de verser la prime Ségur pourtant validée par le gouvernement, répression syndicale, et on en passe. Mais les luttes se succèdent. La semaine du 16 septembre a été marquée par six appels à la grève et à des rassemblements en Île-de-France : France Travail IDF le 17, puis la PJJ le 19, ainsi que le Samu social de Paris, Onela (aide à domicile), la Maison d'accueil spécialisée d'Évry (Essonne), les mineurs isolés... En plus des agents de la ville de Paris en lutte contre le racisme et la répression (voir article).

« TU CASSES, TU RÉPARES »

Alors que la mission de la PJJ est de mener des actions éducatives alternatives à l'enfermement, Gabriel Attal a persisté dans les attaques à l'ordonnance de 1945 qui reconnaissait l'enfant délinquant comme un enfant en danger. L'annonce brutale en août de la suppression au 1^{er} septembre de 500 CDD, sur les 9 000 postes au niveau national, vacants

pour beaucoup, présage bien des dégâts et de la répression pour les jeunes accompagnés et pour les équipes, surtout à l'heure où le versant autoritaire ne cesse de se renforcer. C'est au gouvernement qui casse de réparer !

C'est ce que les collègues ont affirmé lors des trois dates de grève, avec des taux allant de 20 % à 40 % de participation, à l'appel de l'intersyndicale nationale PJJ (FSU, CGT, Unsa, CFDT) qui a enclenché un mouvement national de ce secteur peu coutumier du fait. Mais l'intersyndicale qui porte le mouvement le limite aussi en partie : elle n'a lancé aucun appel à la grève du 1^{er} octobre avec l'ensemble du monde du travail, alors que la grève du 19 septembre a été une réussite. L'objectif devrait pourtant bien être de convaincre et de réunir tous les services qui luttent pour former un cortège unitaire large à l'occasion de cette journée.

L'assemblée générale de rentrée du collectif parisien (« la commission de mobilisation du travail social ») appelait à soutenir les rassemblements des 17 et 19 septembre. C'est en nous regroupant et en prenant nos affaires en main que nous ferons gagner notre secteur et notre camp !

CORRESPONDANT • 24/09/2024



>> VERSION COMPLÈTE À LIRE SUR NOTRE SITE : npa-revolutionnaires.org/lautoroute-a69-ou-comment-faire-passer-en-force-un-projet-ecocidaire



Le NPA-Révolutionnaires à la Fête de l'Humanité

La Fête de l'Humanité a été un vrai succès avec 450 000 participants. Beaucoup de monde attiré par les concerts, mais aussi un milieu large de jeunes étudiants ou travailleurs qui se politisent pour faire face à la montée de l'extrême droite, aux régressions sociales et au chaos guerrier. Le NPA-R y a tenu un stand pour défendre une politique aux antipodes des impasses institutionnelles que mettent en avant les organisateurs du PCF et leurs alliés du NFP.

Face au gouvernement Barnier, otage consentant du RN, Fabien Roussel du PCF a choisi de manier le double sens complice en posant des conditions qui lui permettraient de devenir ministre du Travail - avant d'accepter une invitation à Matignon le lendemain. Sophie Binet de la CGT a animé un débat avec le patron du Medef pour vanter le « dialogue » entre exploités et exploités. Qu'y a-t-il à discuter avec un gouvernement de vieux réacs de la Manif pour tous et de jeunes loups décidés à accélérer l'offensive patronale ?

Dominique de Villepin, en guest star, a volé la vedette à Lucie Castets. La réforme des

retraites de 2003, la mort de Zayed et Bouna et l'état d'urgence contre les réactions de colère qui ont suivi en 2005, le CPE en 2006, les crimes de la Françafrique : tout est pardonné ? Il suffit donc à un homme de la droite patronale de dire, sans que cela ne prête à aucune conséquence, que la gauche aurait dû avoir droit au poste de Premier ministre, pour qu'il devienne... un candidat potentiel ? En tout cas, cela mérite apparemment que l'appareil du PCF organise la claque pour le recevoir comme un invité de marque.

Du côté de la FI aussi les logiques institutionnelles prévalent. Les manifestations

du 7 septembre, organisées pour supplier Macron de nommer une Lucie Castets pour tout à fait claire sur le fait qu'elle était prête à tous les compromis pour gouverner au service du patronat, se sont heureusement transformées en démonstration de colère contre le Premier ministre tout juste annoncé. Les marches du 21 septembre, appelées sous le mot d'ordre illusoire de « destitution », une nouvelle procédure parlementaire qui n'a aucune chance d'aboutir, ont été un flop total.

« La question centrale est d'arracher la direction des luttes aux appareils de la gauche [...] dont la politique les mène dans le mur »

Lors du meeting sur notre stand, nos porte-parole Armelle, professeure des écoles, et Maria, factrice, ont rappelé l'actualité brû-

lante, loin des joutes parlementaires : la Palestine, les salaires, les licenciements, l'accès aux services publics d'éducation ou de santé. Il s'agit non seulement de préparer les mobilisations à venir mais aussi d'éviter qu'elles soient canalisées dans des impasses institutionnelles. La question centrale est d'arracher la direction des luttes aux appareils de la gauche syndicale et politique revigorée, mais dont la politique les mène dans le mur - c'est ce que nous discutons et préparons avec tous ceux qui partagent ces préoccupations.

Nos porte-parole jeunes, Raphaëlle et Victor, ont souligné la forte curiosité politique et les nombreuses interrogations d'une fraction de la jeunesse qui cherche une issue face à la misère et à l'exploitation, aux guerres, au saccage de la planète, à la persistance d'un racisme et d'un sexisme d'un autre âge... Pour renverser cette société et changer le monde, les bulletins de vote sont impuissants, mais pas nos luttes et nos révoltes, jusqu'à la révolution.

PAR RAPHAËL PRESTON • 24/09/2024



QUELQUES IMAGES DE NOTRE STAND À LA FÊTE DE L'HUMANITÉ



Ruffin – Mélenchon : les urnes en entier, pas à moitié

Ruffin-Mélenchon, c'est le divorce qui agite la rentrée politique de la gauche institutionnelle. Ruffin, qui bascule vers le PS et prône la respectabilité et l'apaisement, prétend défendre la classe ouvrière « blanche » de la « périphérie » et présente les tentatives d'implantation de la FI dans les quartiers populaires des grandes villes comme du « communautarisme ». Comme si les banlieues et les campagnes n'étaient pas la même population prolétaire mélangée ! Ruffin choisit la pente réactionnaire qui consiste à assimiler toute position antiraciste élémentaire comme une division des classes populaires, façon malhonnête de mettre sur le même plan le racisme et l'antiracisme. Il s'en explique, entre autres considérations, dans un livre intitulé *Itinéraire* (et sous-titré : *Ma France en entier, pas à moitié*), sorte d'autobiographie à valeur de programme.

Cependant Mélenchon et Ruffin sont loin d'être les tenants de deux lignes irréconciliables. En réalité, ils partagent beaucoup, à commencer par le terrain sur lequel ils placent leur désaccord. Car pour l'un et l'autre, il s'agit exclusivement de stratégie électorale. Ainsi, face à un délégué syndical en grève qui lui dit, en 2017 : « Je ne vote plus. C'est par la rue que ça va se passer », la seule réaction que rapporte Ruffin est de déplo-

« Mélenchon et Ruffin sont loin d'être les tenants de deux lignes irréconciliables. »

rer la perte d'une voix... Les deux se posent, au fond, la même question : comment faire gagner la gauche dans les urnes, alors qu'à chaque fois qu'elle a été au pouvoir, c'était pour appliquer des politiques anti-ouvrières que la droite n'aurait même pas imaginé mener.

Ruffin s'est politisé contre le PS de Mitterrand et de Jospin, celui auquel participait d'ailleurs Mélenchon avant de le quitter en 2008. Ruffin reprochait notamment au PS d'accompagner les fermetures d'usines et se posait, lui, en défenseur de la classe ouvrière. Cela pouvait le rendre sympathique, même si sa seule perspective était (et est toujours) le protectionnisme. Il se vante d'ailleurs d'avoir imposé le thème à gauche. Mais cette fausse solution sur le plan économique coûte également cher sur le plan politique, car elle alimente l'idée que les différentes classes sociales auraient des intérêts communs au sein de la « Nation » (avec une majuscule comme écrit Ruffin). Patrons-ouvriers même combat ? Dans son dernier film, il met en scène Sarah Saldmann, l'avocate d'extrême droite pro-Netanyahu : c'est donc ça, « faire France ensemble » !

« Plus jamais le PS » disait encore Ruffin en 2016. Six ans plus tard, il applaudit quand

Mélenchon offre aux socialistes la réhabilitation qu'ils n'espéraient plus, ces coalitions électorales de la Nupes puis du NFP sans lesquelles tous les sièges de députés de gauche deviennent éjectables. C'est la dure loi de l'arithmétique électorale : pour gagner la majorité dans les urnes, il faut rallier les électeurs plus modérés. C'est d'ailleurs l'objet de la rupture entre les deux, Ruffin reprochant à Mélenchon de s'être laissé cornériser à l'extrême gauche quand il faudrait, selon lui, se mettre au centre du jeu.

Ruffin regrette, en fait, que la FI ne soit pas déjà devenue le PS. Mélenchon, en bon fidèle de Mitterrand auquel Ruffin trouve au reste des « circonstances atténuantes », parie sur un radicalisme de façade pour accéder au pouvoir et, seulement une fois en place, se recentrer. Autant dire que ce débat sur la chronologie des renoncements ne nous fait pas vibrer... Nous sommes, de notre côté, plus proches de ce délégué syndical dont Ruffin réprouvait la conduite en 2017 : c'est par la rue que ça va se passer !

PAR BASTIEN THOMAS • 24/09/2024

FILM

LES GRAINES DU FIGUIER SAUVAGE

FILM IRANIEN DE MOHAMMAD RASOULOF

Actuellement en salles,
2 h 48

Téhéran, septembre 2022 : les rues s'embrasent suite à la mort de Mahsa Amini, battue à mort par la police en détention après avoir été arrêtée pour « port de vêtements inappropriés ».

La famille d'Iman, inspecteur judiciaire, se trouve plongée au cœur de cette révolte et le fossé se creuse irrémédiablement. D'un côté, le père, pieux et fidèle au régime, passe ses journées à établir des centaines de réquisitoires expéditifs contre les manifestants, de la prison ferme à la peine de mort. De l'autre, ses deux filles, Sana et Rezvan, interdites de sortir, suivent et soutiennent le mouvement, les yeux rivés sur les réseaux sociaux et les images terribles de la répression. La mère, elle, se raccroche désespérément au fantasme du retour à une vie familiale apaisée... Un jour, l'arme de service du père disparaît mystérieusement... S'ensuit un huis clos familial à la tension de plus en plus prégnante jusqu'au dénouement final.

Entrecoupé d'images réelles du mouvement, le film de Rasoulof, à travers le prisme d'une analyse tout en finesse de l'évolution des rapports familiaux, arrive à saisir au plus près l'élan de révolte qui s'est emparé de la jeunesse iranienne pour soulever la chape de plomb d'un régime théocratique profondément réactionnaire. Pour cette jeunesse, pas de marche arrière possible malgré la répression, les centaines de morts et les milliers d'arrestations : les « graines du figuier sauvage » continuent, partout, de pousser. Combien de femmes et de filles, à l'image de celles dépeintes dans le film, qui ne « s'assoient plus » quand le père l'ordonne ? Et si les manifestations ont provisoirement cessé, de nombreuses femmes continuent encore aujourd'hui à marcher à Téhéran les cheveux au vent malgré l'interdit.

Tourné clandestinement en Iran, le film a obtenu le prix spécial du jury à Cannes. Le réalisateur et les trois actrices les plus jeunes du film ont dû trouver refuge en Allemagne.

En définitive, un film qui allie de l'excellent cinéma à une actualité toujours brûlante. Et ne vous y trompez pas : malgré les 2 h 48 que dure le film, vous ne verrez pas le temps passer !

PAR BORIS LETO • 24/09/2024



LIVRE

LES OGRES

VICTOR CASTANET

Flammarion, 22,90 €

Le journaliste Victor Castanet, connu pour son livre *Les Fossoyeurs* sur le scandale des Ehpad, revient avec *Les Ogres* (Flammarion, 22,90 €), une enquête sur la gestion des crèches. Enfants laissés seuls, professionnelles en sous-effectif, management toxique et réduction de coûts agressive : les témoignages de parents, d'enfants et d'employés, sont accablants. Avec des conséquences dramatiques : accidents, maltraitance, et séquelles psychologiques.

Castanet cible l'entreprise People&Baby (P&B), qu'il décrit comme « l'exemple le plus caricatural des ravages [de la] financiarisation à outrance d'un secteur ». Cependant, il précise que P&B est « le symbole et le symptôme d'un système à la dérive ». Les autres acteurs des crèches privées, regroupés dans la Fédération française des entreprises de crèches (FFEC), tentent de se distinguer, mais Castanet montre que la logique de concurrence et de réduction de coûts est généralisée.

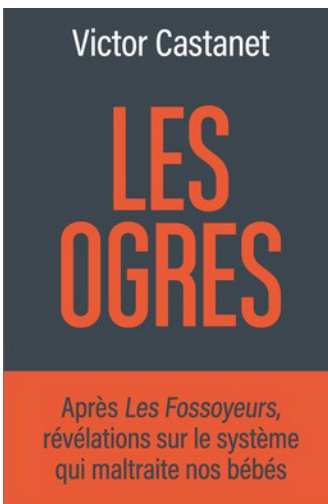
Pour baisser les budgets liés à la petite enfance, les collectivités territoriales réduisent les moyens affectés aux crèches publiques, et ouvrent des appels d'offres en délégation de service public (DSP), où le vainqueur sera celui qui proposera le coût annuel par berceau le plus faible. Les entreprises privées, elles aussi, sont fiscalement intéressées à passer des contrats avec des crèches pour y réserver à peu de frais des places pour leurs employés.

Les Ogres pointe non seulement la responsabilité des patrons voraces du secteur, mais aussi des collectivités territoriales, et du gouvernement qui se dédouane, alors qu'il est responsable de leur étouffement budgétaire.

Lors d'une réunion de crise sur Zoom que Castanet a pu espionner, les dirigeants de la FFEC ont discuté en direct sur Telegram avec Aurore Bergé, alors ministre des Solidarités et des Familles, pour s'entendre avec elle sur une stratégie de communication commune qui laisserait intacts les intérêts des capitalistes du secteur : pas de critique de la politique gouvernementale du côté de la FFEC, faire semblant de taper du poing sur la table du côté du gouvernement et proposer devant les médias quelques mesures concertées à l'avance.

Isolé de la FFEC, le patron de P&B joue la carte de la défense de ses employés, qui seraient mis en cause par de surnois journalistes. Mais c'est bien lui, ainsi que les autres patrons du secteur, et l'État à tous les niveaux qui sont responsables du scandale de la sous-dotation du secteur de la petite enfance et de l'exploitation de ses salariées. Les crèches ont besoin de moyens, de salaires décents et d'embauches !

PAR BARNABÉ AVELIN • 24/09/2024



REPORTAGE

LE POINT DE VUE DE CASH INVESTIGATION SUR L'AFFAIRE MCKINSEY « UNE FIRME AU CŒUR DU POUVOIR »

à voir en replay sur France Télévisions jusqu'au 23 juin 2025

L'équipe de *Cash Investigation* a enquêté sur McKinsey, numéro un mondial du conseil stratégique aux grandes entreprises et aux États, et les liens privilégiés de ce cabinet de conseil américain avec Macron, l'aide « bénévole » qu'il a fournie pour lancer le parti En marche et sa candidature à la présidentielle de 2017, qui ont défrayé la chronique et fait qu'aujourd'hui, McKinsey est inquiété par plusieurs enquêtes judiciaires.

Le coup de pouce à Macron par cette firme pesant 15 milliards de dollars de chiffre d'affaires annuel dans le monde – mais qui ne paie par exemple aucun impôt sur les sociétés en France depuis au moins dix ans – lui a valu des retombées très juteuses. Ministères et organismes d'État lui ont commandé des audits facturés des centaines de millions d'euros : le plus en vue a été la mission pour la mise en place de la réforme des retraites par points en 2019 – un milliard d'euros – qui a fini, heureusement, à la poubelle. Un rapport sur le « marché de l'enseignant », a été rebaptisé *in extremis* « évolution du métier d'enseignant » pour mieux passer au Grenelle de l'Éducation organisé par Blanquer. Enfin, la mission pour gérer la campagne de vaccination pendant la crise sanitaire, aurait bien pu être réalisée par les diverses autorités publiques de la santé.

Que l'État commande à ce genre de cabinet des conseils visant à supprimer des milliers d'emplois, rien de bien neuf. En 1968, de Gaulle avait demandé à McKinsey un audit pour étudier la productivité à Air France ; même chose en 1972 avec La Poste, qui déjà voulait restructurer ! Mais la tendance s'est fortement accentuée, surtout depuis le mandat de Sarkozy jusqu'à l'apothéose avec Macron qui assume de gérer l'État comme une « start-up ».

Que ce soient des parasites professionnels comme MacKinsey, gavés d'argent public, qui échafaudent les plans d'économies sur le dos de la population, ou que ce soient des hauts fonctionnaires dévoués aux intérêts des capitalistes, cela ne change finalement rien sur le fond.

PAR ANNE HANSEN • 24/09/2024

POUR CONSTRUIRE UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET DES TRAVAILLEUSES COMMUNISTE ET INTERNATIONNALISTE

SOUTENEZ LE NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

DONNEZ À LA SOUSCRIPTION

OBJECTIF 50 000 €

npa-revolutionnaires.org/souscription

TOUTES ET TOUS DANS LA RUE LE 28 SEPTEMBRE POUR DÉFENDRE LE DROIT À L'AVORTEMENT !

À l'heure où, dans de nombreux pays en Europe et dans le monde, le droit à l'avortement est remis en cause par des gouvernements réactionnaires, du fait de pressions religieuses et par manque de moyens, il est important de le défendre et de l'affirmer collectivement haut et fort.

Et ce, alors que le nouveau gouvernement Barnier compte parmi ses membres plusieurs ministres qui ont voté contre l'inscription de la liberté d'avorter dans la Constitution en mars 2024. Inscription qui n'obligeait pourtant pas à grand-chose, ne forçant en tout cas pas l'État à mettre les moyens nécessaires. Entre le manque de médecins, le nombre

croissant de celles et ceux qui refusent de pratiquer les avortements, par idéologie ou parce que cela ne rapporte pas assez, il devient de plus en plus compliqué dans certaines parties du territoire français d'accéder à l'IVG dans les temps.

La situation est encore plus désastreuse dans le monde, où plus de 40 000 femmes meurent chaque année des suites d'un avortement clandestin. Ainsi, aux États-Unis, une vague d'indignation a parcouru le pays après la reconnaissance du décès d'une jeune femme à l'été 2022 à cause des restrictions imposées à l'avortement dans certains États.

Chez nous, la colère et l'indignation pro-

**CENTRES IVG FERMÉS,
SANTÉ SOUS-FINANCÉE**

**POUR QUE
NOTRE CORPS
NOUS APPARTIENNE :
URGENCE RÉVOLUTION !**

MANIF'

Journée internationale de lutte
pour le droit à l'avortement
28 SEPTEMBRE
PARIS, PORT ROYAL
14H

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES

voquées par ce que révèle le procès Pélicot n'est pas près de se calmer. Il montre dans toute son horreur à quel point le patriarcat, fondement de nos sociétés, basé sur l'oppression des femmes, entraîne des comportements violents, pervers d'une partie des hommes.

Il est donc urgent et fondamental de dire que le droit des femmes à disposer librement

de leur corps n'est pas négociable. Et de le dire dans la rue face à ce nouveau gouvernement très réactionnaire !

Les femmes ne sont ni des objets sexuels ni des pondeuses, comme voudraient les y réduire certains. Elles doivent pouvoir choisir d'avoir ou pas des enfants, des relations sexuelles ; avec qui, quand et comme elles le veulent.

Il y a bien un parallèle entre la possession du corps des femmes que s'arrogent certains hommes et le droit que des gouvernements se donnent de leur imposer, à leur place, d'avoir ou non des enfants. Au mépris de leur volonté, de leurs souffrances et des possibles conséquences pour des enfants non désirés, souvent pour des raisons financières.

Nous avons tout à gagner à lutter tous et toutes ensemble pour le droit à l'avortement, mais aussi contre l'oppression des femmes sous toutes ses formes, systématisée par le capitalisme.

PAR LILIANE LAFFARGUE • 24/09/2024

13 800 ÉLÈVES SANS AFFECTATION, DEUX SEMAINES APRÈS LA RENTRÉE

Alors que les cours ont repris pour la plupart des lycéens et collégiens du pays, certains restent sans affectation, et donc privés d'enseignement, quinze jours après la rentrée.

Si l'éducation est censée être un droit, l'accès à l'école se trouve confronté au manque de moyens. Cette année, comme tous les ans, des milliers de jeunes, principalement des lycéens, se retrouvent sans affectation, faute de place dans les établissements. Fin août, ils étaient près de 27 000 à ne pas savoir où ils allaient passer la rentrée. Plus de deux semaines

après le début des cours, ils sont encore 13 800 à ne pas avoir d'établissement. Parmi eux, 9 000 sont des élèves de lycées professionnels. Le nombre de places dans les filières est limité, ce qui force des jeunes à accepter une inscription ailleurs, et à suivre une voie qu'ils n'ont bien souvent pas choisie. Des lycéens se retrouvent ainsi en seconde pro menuiserie faute de place en métiers du commerce. D'autres doivent suivre des cours dans un établissement à plus d'une heure de chez eux.

ÉDUCATION NATIONALE, ÉDUCATION PATRONALE !

Le ministère de l'Éducation nationale se rassure : cette situation ne représente que 0,3 % de la population scolarisée dans le second degré. Mais derrière les chiffres, c'est la galère pour des milliers de jeunes et leur famille, qui font les frais du manque de moyens dans l'éducation. Et ce ne sont certainement pas les familles privilégiées qui en souffrent : les filières générales publiques des quartiers riches sont moins touchées par ces restrictions budgétaires et les parents qui en ont les moyens paieront le privé. L'éducation est à l'image de cette société de classe, et l'État ajoute aux inégalités en favorisant les établissements privés au détriment du public. Une éduca-

tion émancipatrice donnerait des moyens supplémentaires aux enfants d'exploités pour abattre cette société d'inégalités. Comme tous les droits, il va falloir se battre pour l'arracher.

PAR MARTIN DUQUESNE • 22/09/2024

ABONNEZ-VOUS POUR 12 NUMÉROS

..... 24€

..... OU 30€ PRIX DE SOUTIEN

PAR VIREMENT

Envoyez un mail à abonnement@npa-revolutionnaires.org

PAR CHÈQUE

À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"

ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA BP60008 IVRY 94201 CEDEX

PAR CARTE BLEUE

<https://buy.stripe.com/eVa3eCfRm05X520000>

CONTACTEZ-NOUS

courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org

UN WEEK-END DE FORMATION POUR LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES À PARIS, LES 19 ET 20 OCTOBRE, VENEZ NOMBREUX !

C'est, après des mois de cirque institutionnel, Macron s'est décidé à nommer un Premier ministre. C'est finalement Michel Barnier, un des politiciens de droite les plus réacs, bien habitué à servir les intérêts de la bourgeoisie, qu'il nous a sorti de son chapeau. Ce défenseur, entre autres, de la retraite à 65 ans, d'un moratoire sur l'immigration et du non-remboursement de l'IVG, remplissait tous les critères pour obtenir la bénédiction de Le Pen et Bardella ! À sa suite, une série de ministres plus réacs les uns que les autres, entre les partisans de la Manif pour tous et les jeunes macronistes accros à l'austérité pour les travailleurs et aux largesses pour les patrons...

Comment riposter aux attaques que ce gouvernement prépare ? Comment faire reculer l'extrême droite qui continue à jouer à l'opposition tout en s'alliant à Macron ?

Le seul moyen de gagner, c'est de lutter, par nos manifestations et nos grèves ! À condition de ne pas s'enfermer dans les impasses parlementaires et institutionnelles que nous proposent les directions syndicales et les partis réformistes.

PASSONS DE LA RÉVOLTE À LA RÉVOLUTION !

Au NPA Jeunes Révolutionnaires, nous nous battons pour mettre fin à ce système. La seule voie pour cela, c'est que toutes celles et tous ceux que cette société révolte construisent ensemble une organisation communiste, révolutionnaire, et internationaliste.

Il faudra d'abord nous armer d'idées pour en finir avec ce monde d'oppression et de misère ! Comment les travailleurs et les jeunes, en France et ailleurs, peuvent-ils comprendre cette société pour la renverser ? Quelles leçons tirer des combats du mouvement ouvrier dans l'histoire ?

Nous vous invitons à participer au week-end de formation du NPA Jeunes Révolutionnaires les 19 et 20 octobre ! Scannez le QR code pour retrouver le programme, le formulaire d'inscription et les informations pratiques.

Par ici pour les inscriptions



FACE À MACRON ET L'EXTRÊME-DROITE :

**PASSONS DE LA RÉVOLTE
À LA RÉVOLUTION !**

**WEEK-END DE
FORMATION
DU NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES
À PARIS • MP POUR PARTICIPER**

**19 OCTOBRE
& 20**

**NPA
JEUNES
RÉVOLUTIONNAIRES**

**NPA
JEUNES
RÉVOLUTIONNAIRES**

SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK : NPA Jeunes Révolutionnaires | X (TWITTER) | INSTAGRAM | TIKTOK : @npajeunes_revo